

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL

Société anonyme coopérative à capital variable de 577 657 608 €

Siège social : 46, rue du Bastion, 75017 Paris

632 049 052 R.C.S. Paris

*Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 2025***I- Bilan au 31 décembre 2024**

(en milliers d'euros)

Actif (en milliers d'euros)°	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	3	6 619 610	6 978 543
Effets publics et valeur assimilées	2	1 205 378	892 580
Créances sur les établissements de crédit	3	571 060	392 878
Opérations avec la clientèle	4	2 421	2 897
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	1 159 386	961 882
Actions et autres titres à revenu variable	6	367	367
Participations et autres titres détenus à long terme	7	151 244	153 391
Parts dans les entreprises liées	8	341	341
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles	9		
Immobilisations corporelles	10	22 828	13 001
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	11	48 651	63 954
Comptes de régularisation	12	15 500	15 366
Total de l'actif		9 796 786	9 475 200
Hors-bilan		2024 31 décembre	2023 31 décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur de la clientèle		214 286	214 286
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		32 914	35 194
Engagements sur titres			
Passif en milliers d'euros		2024 31 décembre	2023 31 décembre
Banques centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	13	8 317 930	8 126 591
Opérations avec la clientèle	14	31 764	29 375
Dettes représentées par un titre	15	424 311	293 295
Autres passifs	16	35 609	90 480
Comptes de régularisation	17	37 369	20 009
Provisions	18	20	9
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux	19	41 059	41 059
Capitaux propres	19	908 724	874 382
- Capital souscrit		613 651	591 874
- Primes d'émission			
- Réserves		236 304	232 452
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées		1 334	1 412
- Report à nouveau		23 015	22 969
- Résultat de l'exercice		34 420	25 675
Total du passif		9 796 786	9 475 200
Hors-bilan		2024 31 décembre	2023 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus des Banques centrales		149 942	149 215
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit		32 914	35 194
Engagements sur titres			

II. – Compte de résultat

en milliers d'euros	Note	Exercice 2024	Exercice 2023
+ Intérêts et produits assimilés	26	318 047	261 055
- Intérêts et charges assimilés	27	-270 246	-218 739
+ Revenus des titres à revenu variable	28	5 037	5 857
+ Commissions (produits)	29	146	10
- Commissions (charges)	30	-142	-109
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	31	1	
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	32		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	33	4	4
- Autres charges d'exploitation bancaire	34		
= Produit Net Bancaire		52 847	48 078
- Charges de personnel	35	-1 072	-1 169
- Autres charges administratives		-7 005	-12 660
- Dotations aux amortissements		-109	-109
= Charges de fonctionnement		-8 186	-13 938
= Résultat Brut d'Exploitation		44 661	34 140
+/- Coût du risque	36		
= Résultat d'Exploitation		44 661	34 140
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	37	28	
= Résultat Courant		44 689	34 140
+/- Résultat exceptionnel			
+ Impôts sur les bénéfices	38	-10 346	-8 542
+/- Dotations/reprises deFRBG			
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées		77	77
= Résultat Net		34 420	25 675

III. -- Annexe aux états financiers

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel (ci-après la CCCM), organisme financier national du Crédit Mutuel, est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Établissement de crédit doté du statut de Société Anonyme Coopérative à Capital Variable, son capital est détenu par l'ensemble des Caisses fédérales de Crédit Mutuel.

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel et par mise en équivalence dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale et du Crédit Mutuel Arkea.

Certaines lignes des états financiers sont présentées dans l'annexe en détaillant la part des opérations avec le réseau lorsqu'elles présentent un caractère significatif. Il s'agit d'opérations réalisées avec les Caisses fédérales de Crédit Mutuel.

Événements post-clôture

La CCCM n'a pas comptabilisé d'événement postérieur à la clôture.

Note 1 : Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

Les comptes sociaux sont établis conformément aux principes comptables généraux et au règlement ANC 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, modifié par le règlement n° 2020-10.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

1.1 Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres,
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux,
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.

1.2 Traitement des changements de méthode comptable

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est à dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1er janvier, corrigeant le bilan d'ouverture. Lorsque des changements de méthode ont été effectués, des comptes proforma des exercices antérieurs présentés sont établis selon la nouvelle méthode.

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2024.

1.3 Réserve obligatoire et Tiering

La constitution des réserves obligatoires, est régie par le Règlement (UE) 2021/378 de la Banque Centrale Européenne.

Depuis le 29 janvier 2020, la CCCM centralise, pour le périmètre affilié du groupe, l'ensemble des réserves obligatoires et du Tiering (jusqu'à sa suppression le 14 septembre 2022). Des affiliés continuent à déposer leurs excédents de trésorerie sur leurs comptes à la CCCM, qui les remet en banque centrale sous forme de dépôts 24H. Cette centralisation représente 2 947 M€ au 31 décembre 2024.

1.4 Créances et risque de crédit

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à la valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Dans le cadre du suivi du risque de crédit, les créances sont classées en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

Déclassement des créances

Le système de déclassement en encours douteux est conforme au règlement ANC n°2014-07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours,
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.),
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun,
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs,
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe, la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Dépréciation au risque des pertes de crédit avérées

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque. Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux, déduction faite des flux déjà encaissés, et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de dépréciation du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire. Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses (sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques), sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

Les intérêts sur encours douteux compromis entrent dans la base de calcul de dépréciation des pertes probables avérées (art 2221-9). La provision vient en moins de l'actif pour la dépréciation des prêts et au passif parmi les provisions pour risques pour les engagements de financement et de garantie.

Les encours de crédit de la CCCM ne présentant pas de preuve objective de dépréciation, il n'y a pas de provision enregistrée dans les comptes de la CCCM au 31 décembre 2024.

Crédits restructurés

L'article 2221-5 du règlement ANC prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice. L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes,
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

1.5 Opérations sur titres

Les postes du bilan :

- « Effets publics et valeurs assimilées »,
- « Obligations et autres titres à revenu fixe »,
- « Actions et autres titres à revenu variable ».

enregistrent des titres de transaction, de placement et d'investissement, selon leur nature.

Cette classification résulte de l'application du règlement ANC 2014-07, qui prescrit la ventilation des titres en fonction de leur destination.

Titres de transaction

La Caisse Centrale ne détient pas de titres de transaction. Pour rappel, il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Les titres de transaction sont enregistrés à la date d'acquisition et

pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. À chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Les titres de placement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée résiduelle des titres.

A chaque arrêté comptable, chaque ligne de titres fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois. Les titres non cotés, sont estimés à partir de techniques de valorisations couramment utilisés par les intervenants de marché sur base individuelle.

Titres d'investissement

Sont classées dans ce portefeuille les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou de la catégorie « titres de placement » avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant des capacités de détention à terme nécessaires (notamment financières et juridiques).

L'écart constaté entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalé sur la durée de vie du titre. Ces titres peuvent faire l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciations, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de l'activité de portefeuille

Ces titres proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué ou de fusions et opérations assimilées. Les frais d'acquisition sont soit rattachés au prix d'acquisition des titres, soit comptabilisés directement en charges, sous réserve du respect des dispositions de l'article 2371-2 du présent règlement.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. La valeur d'utilité peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de bourse des derniers mois.

Critères et règles de déclassement

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet à la date du transfert, et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. Ils sont transférés dans la catégorie « titres de placement » à cette valeur comptable.

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie,
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

1.6 Opérations sur instruments à terme de taux d'intérêt

La Caisse Centrale n'enregistre que des opérations de couverture.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor...).

Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors-bilan, gestion spécialisée).

En application du règlement ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a), de couvrir le risque de taux d'un élément isolé ou d'un ensemble d'éléments homogènes (b), ou de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (d). Il n'existe pas de portefeuille de contrats d'échange destinés à couvrir le risque global de taux, dit portefeuille de catégorie (c).

En application du règlement ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a).

Dans ces conditions, les transferts d'un portefeuille à l'autre ne sont possibles que du :

- portefeuille (a) vers le portefeuille (b),
- portefeuille (b) vers les portefeuilles (a) ou (d),
- portefeuille (d) vers le portefeuille (b).

Les contrats sont inscrits à leur valeur nominale au hors-bilan. La valeur de marché retenue pour les contrats d'échange dits de transaction est issue de l'application de la méthode d'actualisation des flux futurs avec une courbe de taux zéro coupon. La branche à taux fixe est estimée à partir des différentes échéances actualisées en fonction de la courbe de taux, alors que la valeur actuelle de la branche à taux variable est estimée à partir de la valeur du coupon en cours majoré du nominal. La valeur de marché résulte de la comparaison de ces deux valeurs actualisées, après prise en compte du risque de contrepartie et des frais de gestion futurs.

Les soultes éventuellement perçues ou versées lors de la conclusion d'un contrat d'échange sont constatées au compte de résultat prorata temporis sur la durée du contrat. En cas de résiliation anticipée d'un contrat, la soulte perçue ou versée est immédiatement constatée en résultat, sauf lorsque le contrat a été initié dans le cadre d'une opération de couverture. La soulte est alors rapportée au compte de résultat en fonction de la durée de vie de l'élément initialement couvert.

Afin de mesurer et de suivre les risques encourus en raison de ces opérations, des limites globales de sensibilité incluant les contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises sont fixées par activité. Ces positions font l'objet d'une information régulière à l'organe exécutif de la banque, pris au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier.

1.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur. Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien. Il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Les immobilisations ayant une durée d'utilité non définie sont non amortissables. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les immeubles, amortis par composants, sont décomposés en trois éléments : le gros œuvre, les équipements et les aménagements et installations amortis respectivement sur : 60, 20 et 10 ans. Les durées d'amortissement retenues pour les immobilisations corporelles immeubles sont de 3, 5 ou 10 ans.

Les immobilisations incorporelles sont uniquement composées de logiciels et sont amorties sur 1 an.

1.8 Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

1.9 Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latent résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

1.10 Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

1.11 Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception des commissions relatives aux opérations financières qui sont enregistrées dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

1.12 Engagements de retraite, indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n° 2013-02 de l'ANC.

Les futures indemnités de fin de carrière et primes à verser pour l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par des contrats d'assurance. Les primes versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurance. Les indemnités de fin de carrière et primes de médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62ème anniversaire.

1.13 Impôt et taxes

Les impôts et taxes sont comptabilisés en charge de l'exercice à la naissance de la dette.

1.14 Implantation dans les États ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les États ou territoires visés par le premier alinéa de l'article L.511-45 du Code monétaire et financier.

Informations sur les postes de bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

Note 2 - Effets publics et valeur assimilées

(En milliers d'euros)	31.12.2024				31.12.2023			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus			1 200 096	1 200 096			889 546	889 546
Créances rattachées			5 282	5 282			3 034	3 034
Montant brut			1 205 378	1 205 378			892 580	892 580
Dépréciations			-	-			-	-
Montant net			1 205 378	1 205 378			892 580	892 580
Plus-values latentes								

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2024.
Il n'a pas été cédé de titre d'investissement avant leur échéance.

Note 3 - Créances sur les établissements de crédit et les Banques Centrales

(En milliers d'euros)	31.12.2024		31.12.2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	71 723		43 233	
Prêts, valeurs reçues en pension (1)	6 619 254	489 911	6 976 991	343 249
Créances rattachées	356	9 426	1 552	6 396
Total	6 691 333	499 337	7 021 776	349 645
Total des Créances sur les établissements de crédit et Banques Centrales (1)		7 190 670		7 371 421
dont Banques Centrales (1)	6 619 610		6 978 543	
dont prêts subordonnés		-		-

Le total des créances sur établissements de crédit comprend 83 674 K€ d'opérations avec le réseau.

Note 4 - Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Autres concours		
- Autres crédits à l'équipement	2 409	2 883
- Titres reçus en pension livrée	-	-
- Créances rattachées	12	14
Total	2 421	2 897

dont créances éligibles à la Banque Centrale Européenne
dont prêts participatifs
dont prêts subordonnés

Il n'existe pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les encours sains.

Note 5 - Obligations & autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)	31.12.2024				31.12.2023			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus cotés			1 145 301	1 145 301			952 388	952 388
Créances rattachées			14 085	14 085			9 494	9 494
Créances douteuses			-	-			-	-
Montant brut			1 159 386	1 159 386			961 882	961 882
Dépréciations			-	-			-	-
Provisions			-	-			-	-
Montant net			1 159 386	1 159 386			961 882	961 882
dont titres émis par des organismes publics			208 424	208 424			173 267	173 267

Note 6 - Actions & autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2024				31.12.2023			
	Transaction	Placement	Titres de l'Activité de portefeuille	Total	Transaction	Placement	Titres de l'Activité De portefeuille	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés		367	-	367		367	-	367
Créances rattachées		-	-	-	-	-	-	-
Montant brut		367		367		367		367
Dépréciations		-	-	-	-	-	-	-
Total		367	-	367	-	367	-	367
Plus-values latentes		132	-	132	-	133	-	133

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2024.

Note 7 - Titres de participation et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2024
Autres titres détenus à long terme								
- cotés	-	-	-	-	-	-	-	-
- non cotés	4 240	1 305	-16	-	-	-	-	5 529
Titres de participation								
- cotés	-	-	-	-	-	-	-	-
- non cotés	149 151	-	-3 436	-	-	-	-	145 715
Montant brut	153 391	1 305	-3 452					151 244
Dépréciations								
- titres cotés	-	-	-	-	-	-	-	-
- titres non cotés	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total								
Montant net	153 391		-3 452					151 244

Note 8 - Parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2024
Valeur brute	250	-	-	-	-	-	-	250
Créances rattachées	91	-	-	-	-	-	-	91
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-	-
Montant net	341							341
Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit	-							-
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées cotées	-							-
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	341							341

Opérations avec les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2024		31.12.2023	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit	570 936		392 877	
Créances sur la clientèle	2 421		2 897	
Obligations et autres titres à revenu fixe	-		-	
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	8 254 869		8 063 146	
Comptes créditeurs de la clientèle	31 764		29 375	
Dettes représentées par un titre	-		-	
Hors-bilan				
Engagements donnés				
Etablissements de crédit	-		-	
Clientèle	-		-	
Engagements reçus				
Etablissements de crédit	32 914		35 194	
Clientèle	-		-	

Les opérations avec les entreprises pour lesquelles il existe un lien de participation ne sont pas significatives.

Opérations avec les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par la société dans ses rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la transaction n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions consenties à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions en usage dans les sociétés du même secteur.

Note 9 - Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Acquisitions	Cessions	Dotations Amortissements	Reprises Amortissements	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2024
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-	-
Montant brut	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-	-	-	-	-	-	-	-

Montant des amortissements	-	-	-	-	-	-	-	-
Montant net	-	-	-	-	-	-	-	-

Ce poste n'a fait l'objet d'aucune acquisition durant l'exercice 2024. Il en a été de même pour l'exercice 2023.

Note 10 - Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Acquisitions	Cessions	Dotations Amortissements	Reprises Amortissements	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2024
Valeur brute								
. Terrains d'exploitation	1 178	-	-	-	-	-	-	1 178
. Constructions d'exploitation	6 601	-	-	-	-	-	-	6 601
. Autres immobilisations corporelles	10 335	9 935	-	-	-	-	-	20 270
Montant brut	18 114	9 935	-	-	-	-	-	28 049
<u>Amortissements</u>								
. Terrains d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
. Constructions d'exploitation	-5 076	-	-	-96	-	-	-	-5 172
. Autres immobilisations corporelles	-37	-	-	-12	-	-	-	-49
Montant des amortissements	-5 113	-	-	-108	-	-	-	-5 221
Montant net	13 001	9 935	-	-108	-	-	-	22 828

Note 11 - Autres actifs

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Débiteurs et créditeurs divers	48 554	63 834
Créances et dettes rattachées	97	120
Dépréciations	-	-
Total	48 651	63 954

Les débiteurs divers s'élèvent à 48 554 K€ et comprennent notamment :

- Dépôts de Garantie Dérivés	43 220 K€
- Dépôts de Garantie FRU	2 858 K€
- Fonds garantie des financements bancaires (BPI)	65 K€
- Ecritures en Instance d'Imputation	2 265 K€
- Créances Fiscales & Sociales	146 K€

Note 12 - Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Comptes d'encaissement	-	-
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	8 250	7 982
Autres comptes de régularisation	7 250	7 384
Total	15 500	15 366

Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2024		31.12.2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	274 732		263 619	
Comptes à terme		8 043 130		7 862 860
Dettes rattachées		68		112
Total	274 732	8 043 198	263 619	7 862 972
Total des dettes envers les établissements de crédit		8 317 930		8 126 591

Note 14 - Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31.12.2024		31.12.2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial				
Dettes rattachées				
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial				
Comptes ordinaires débiteurs	31 764		29 375	
Titres donnés en pension livrée	-		-	
Dettes rattachées	-		-	
Total - Autres dettes	31 764		29 375	
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme	31 764		29 375	

Note 15 - Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	415 000	287 000
Dettes rattachées	9 311	6 295
Total	424 311	293 295

Note 16 - Autres passifs

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Dettes représentatives des titres empruntés	597	597
Débiteurs et créditeurs divers	34 973	89 617
Créances et dettes rattachées	39	266
Dépréciations		
Total	35 609	90 480

Les créateurs divers s'élèvent à 34 973 K€ et comprennent notamment :

- Dépôts de Garantie Dérivés	33 190 K€
- Dettes Fiscales & Sociales	1 770 K€
- Ecritures en Instance d'Imputation	13 K€

Note 17 - Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	18 285	11 448
Autres comptes de régularisation	19 084	8 561
Total	37 369	20 009

Note 18 – Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Dotations	Reprise	Autres variations	31.12.2024
Provisions pour risques de contrepartie					
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme					
Provisions pour risques et charges sur épargne logement					
Provisions sur filiales et participations					
Provisions pour risques et charges hors risques de contrepartie					
- provisions pour charges de retraite	-	-	-	-	-
- provisions pour litiges	-	-	-	-	-
- autres provisions pour risques et charges (1)	9	20	-9		20
Total	9	20	-9		20

(1) Hors clientèle

Note 19 - Capitaux propres et FRBG

(En milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves -1	Ecart de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires général
Solde au 01.01.2023	577 658		227 868		1 489	11 209	30 560	848 784	41 059
Résultat de l'exercice							25 675	25 675	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			4 584			11 760	-16 344	-	
Distribution de dividendes							-14 216	-14 216	
Augmentation de capital	14 216							14 216	
Incidence des réévaluations								-	
Autres variations					-77			-77	
Solde au 31.12.2023	591 874		232 452		1 412	22 969	25 675	874 382	41 059
Solde au 01.01.2024	591 874		232 452		1 412	22 969	25 675	874 382	41 059
Résultat de l'exercice							34 420	34 420	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			3 852			46	-3 898	-	
Distribution de dividendes							-21 777	-21 777	
Augmentation de capital	21 777							21 777	
Incidence des réévaluations								-	
Autres variations					-77			-77	
Solde au 31.12.2024	613 651		236 304		1 334	23 015	34 420	908 724	41 059

Le capital de la CCCM s'élève à 613 651 360,00 euros entièrement souscrits.

Le capital de la CCCM est constitué au 31 décembre 2024 de 8 074 360 actions d'une valeur nominal de 76 euros.

Augmentation de capital de 21 777 496 € par émissions de 286 546 actions nouvelles, réalisée suite à la distribution du résultat 2023 en action numéraire.

Le résultat social de la CCCM au 31 décembre 2024 s'élève à 34 420 353,86 €

(1) Le poste " Réserves" comprend au 31 décembre 2024 : 10 890 731,63 € de réserve légale, 222 173 563,04 € de réserves facultatives et 3 239 557,43 € de réserves diverses.

Il est proposé à l'Assemblée Générale d'affecter la somme de 57 435 063,43 € provenant du résultat pour 34 420 353,86 € et du report à nouveau pour 23 014 709,57 € de la manière suivante :

29 192 131,08	Dividendes au titre de l'exercice 2024
5 163 053,08	Affectation à la réserve Légale
23 079 879,27	Dotation au report à nouveau
57 435 063,43	Total distribuable

Note 20 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros)	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
ACTIFS							
Créances sur les établissements de crédit *	326 911	163 000				9 426	499 337
Créances sur la clientèle * *	477		1 932			12	2 421
Obligations et autres titres à revenu fixe * * *	20 000	15 995	709 132	400 174		14 085	1 159 386
PASSIFS							
Dettes envers les établissements de crédit		62 993		7 980 137		68	8 043 198
Comptes créditeurs de la clientèle	31 764						31 764
Dettes représentées par un titre							
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables	315 000	100 000				9 311	424 311

* à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation
** à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation
*** exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)

Note 21 - Contrevaaleur en euros des actifs & passifs en devises

La contre-valeur en euros des actifs et passifs libellés en devises est respectivement de 0 K€ et 0 K€

Note 22 - Autres engagements de garanties donnés

Dans le cadre de ses opérations de refinancement auprès de la Banque de France, la CCCM a remis en garantie au 31 -12-2024 un montant de 149 942 K€.

Note 23 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
Marchés de gré à gré						
Swaps de taux	2 147 900		2 147 900		1 655 900	1 655 900
Opérations conditionnelles	-		-		-	-
Total	2 147 900		2 147 900		1 655 900	1 655 900

Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes						
Contrats d'échange			2 147 900			2 147 900
Opérations conditionnelles			-			-
	31.12.2023	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes						
Contrats d'échange			1 655 900			1 655 900
Opérations conditionnelles			-			-

Aucun transfert de contrats du portefeuille d'opérations de micro-couverture au portefeuille de position ouverte isolée n'a été effectué durant l'exercice 2024.

Note 24 - Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31.12.2024	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments de taux					
<i>Marchés de gré à gré</i>					
Swaps de taux		136 000	1 159 400	852 500	2 147 900
Instruments de change					
Autres instruments financiers à terme					
Total		136 000	1 159 400	852 500	2 147 900

Note 25 - Instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	31.12.2024		31.12.2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers à terme				
Juste valeur des instruments financiers	49 368	60 713	65 824	39 306

Instruments dérivés de couverture au 31 12 2024.

Note 26 - Produits sur intérêts

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Etablissements de crédit	265 952	230 396
Clientèle	871	439
Crédit-bail et location simple	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	49 671	28 990
Autres	1 553	1 230
Total	318 047	261 055

Note 27 - charges sur intérêts

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Etablissements de crédit	-251 537	-205 475
Clientèle	-1 447	-1 213
Crédit-bail et location simple	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-13 364	-11 552
Autres	-3 898	-499
Total	-270 246	-218 739

Note 28 - Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Titres de placement	-	-
Titres de l'activité de portefeuille	-	-
Titres de participation et ATDLT	5 012	5 832
Parts dans les entreprises liées	25	25
Total	5 037	5 857

Note 29 – Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
	Produits	Produits
Opérations de trésorerie & interbancaires	146	10
Opérations sur titres	-	-
Commissions sur moyens de paiement	-	-
Total	146	10

Note 30 – Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
	Charges	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	-2	-2
Opérations avec la clientèle	-	-
Opérations sur titres	-140	-107
Prestations de services financiers	-	-
Commissions sur moyens de paiement	-	-
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	-	-
Total	-142	-109

Note 31 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
- Sur titres de transaction	-	-
- Sur opérations de change	1	-
- Sur instruments financiers à terme	-	-
Sous-total	1	-
- Dotations pour dépréciation des instruments financiers	-	-
- Reprises sur dépréciation des instruments financiers	-	-
Total	-	-

Note 32 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Opérations sur titres de placement	-	-
Opérations sur titres de l'activité de portefeuille	-	-
Total		

Note 33 - Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Produits accessoires	-	-
Transferts de charges	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	4	4
Total	4	4

Note 34 - Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Dotation nette aux provisions	-	-
Autres charges d'exploitation bancaire	-	-
Total		

Note 35 - Charges de personnel

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Salaires & traitements	-561	-745
Charges sociales	-223	-195
Charges de retraite	-98	-70
Intéressement et participation des salariés	-89	-66
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-90	-84
Dotation nette aux provisions pour retraite	-	-
Autres reprises nettes aux provisions	-11	-9
Total	-1 072	-1 169

Note 36 - Coût du risque

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-	-
Reprises sur dépréciation des créances douteuses	-	-
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-	-
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Solde des créances		
Dotations aux provisions		
Reprises de provisions		
Solde des risques		
Total		

Note 37 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	31.12.2024				31.12.2023	
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	Total
Sur immobilisations financières						
- Plus-values de cessions			30	0	30	-

- Moins-values de cessions		0	-2	-	-2	-
- Dotations pour dépréciation		0	-	-	-	-
- Reprises sur dépréciation		0	0	-	0	0
Sous-total		0	28	0	28	-
Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
- Plus-values de cessions					0	
- Moins-values de cessions					0	0
Sous-total	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	28	-

Note 38 - Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-10 346	-8 542
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
Total	-10 346	-8 542
Sur activités courantes	-10 346	-8 542
Sur activités courantes sur résultat antérieur	-	-
Sur éléments exceptionnels	-	-
Total	-10 346	-8 542

Note 39 - Effectifs moyens

	31.12.2024	31.12.2023
Techniciens	4	4
Cadres	6	6
Total	10	10

Note 40 - Rémunérations versées aux membres du conseil d'administration

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Montant global des rémunérations versées	-	-
Montant global des jetons de présence	-	-

Aucune avance ou rémunération n'a été versée aux membres du conseil d'administration.

Note 41 - Honoraires des Commissaires aux comptes

(En milliers d'euros) Montants hors taxes	ERNST & YOUNG et Autres		KPMG	
	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023
Audit				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes	50	48	43	46
- Filiales intégrées globalement				
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	7	15	5	
- CIC				
- Filiales intégrées globalement				
Sous-total	57	63	48	46
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
- Juridique, fiscal et social				
- Autres				
Sous-total				
Total	57	63	48	46

L'intégralité de cette somme correspond aux diligences menées au titre du contrôle légal des comptes annuels.

Note 42 - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs

	Nombre de comptes	Montants déposés en 2024 en euros
Comptes déposés mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier	0	0
Comptes déposés mentionnés à l'article L.312-20 du code monétaire et financier	0	0

Conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence.

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Nature des indications	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
1-Capital en fin d'exercice					
Capital social	359 690 140	362 657 408	577 657 608	591 873 864	613 651 360
Nombre d'actions ordinaires émises	4 732 765	4 771 808	7 600 758	7 787 814	8 074 360
Nombre d'actions à dividende prioritaire émises					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
2- Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	15 476	22 003	31 955	266 924	323 237
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements & provisions	5 822	11 439	33 120	34 269	44 821
Impôts sur les bénéfices	1 753	1 153	2 547	8 542	10 345
Participation des salariés due au titre de l'exercice	17	20	20	11	14
Résultat après impôts, participation, amortissements & provisions	4 038	9 848	30 560	25 675	34 420
Résultat distribué	3 418	0	14 217	21 778	29 192
3- Résultat par action (1)					
Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	0,87	2,16	4,94	3,34	4,35
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	0,86	2,07	4,94	3,34	4,34
Dividende attribué à chaque action	0,73	0,00	2,09	2,83	3,68
4- Personnel					
Effectifs moyens	10	10	10	10	10
Montant de la masse salariale	641	522	538	535	578
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales)	225	225	256	259	294

(1) Calculé sur le nombre moyen d'actions dans l'année 7 931 087,00 pour 2024
Nombre d'actions moyen pondéré // Coefficient 0,50

IV. -- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l’Assemblée Générale de la société Caisse Centrale du Crédit Mutuel,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Caisse Centrale du Crédit Mutuel relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

▪ Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

▪ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ Risque de valorisation des titres de participation et autres titres détenus à long terme ainsi que des parts dans les entreprises liées

Risque identifié	Notre réponse
Au 31 décembre 2024, les participations et autres titres détenus à long terme ainsi que les parts dans les entreprises liées s’élèvent respectivement à 151,2 M€ et 0,341 M€ et comptent parmi les postes dont la valeur est matérielle au regard du	Pour apprécier l’estimation de la valeur d’utilité des titres de participation, autres titres détenus à long terme et des parts dans les entreprises liées, nos travaux ont consisté principalement à examiner, d’une part, la documentation des valeurs

<p>bilan de votre société. Ils doivent faire l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur coût d'acquisition.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe 1.5 « Opérations sur titres » de la note 1 de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité est estimée selon différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité, la perspective de rentabilité et les cours de bourse des derniers mois.</p> <p>L'estimation de la valeur d'utilité requiert l'exercice du jugement de la direction dans le choix des éléments à considérer, qui peuvent correspondre selon les cas à des données historiques ou à des informations prévisionnelles.</p> <p>En raison du recours au jugement dans le choix des critères et des informations prévisionnelles retenues par la direction pour l'estimation de la valeur d'utilité, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et autres titres détenus à long terme ainsi que des parts dans les entreprises liées constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>retenues par la direction et, d'autre part, l'application appropriée des méthodes d'évaluation des titres concernés.</p> <p>Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nos travaux ont consisté à examiner la concordance des capitaux propres retenus avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques, et à examiner la documentation des ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres.</p>
---	--

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous :

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Caisse Centrale du Crédit Mutuel par votre assemblée générale du 5 mai 2021 pour le cabinet KPMG S.A. et du 11 mai 2005 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la quatrième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la vingtième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection

d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

▪ **Rapport au comité d'audit** Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport. Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense le 7 mai 2025

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.
Arnaud Bourdeille

ERNST & YOUNG et Autres
Vanessa Jolival

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 46, rue du Bastion, 75017 Paris.